

*Avec l'élection de Javier Milei, difficilement imaginable il y a quelques mois seulement, l'Argentine se retrouve en terre inconnue. Cela contraint la gauche – en Argentine et au-delà – à construire une nouvelle carte politique et de nouveaux outils pour la prochaine période. Il est important en outre de souligner qu'une victoire électorale de l'extrême droite libertarienne ne signifie pas que les mouvements populaires sont vaincues une fois pour toutes. Une grande bataille sociale et politique nous attend.*

*La percée inattendue de Milei lors des primaires d'août dernier avait fait l'objet d'analyses approfondies dans nos colonnes par [Mariano Schuster](#) et [Pablo Stefanoni](#), [Claudio Katz](#), et [Martin Mosquera](#). Nous avons également publié [une analyse](#), par Mariano Schuster et Pablo Stefanoni, de sa victoire récente.*

\*\*\*

Nous nous sommes réveillés et le dinosaure était toujours là, menaçant. Le seul point positif de ce scénario cauchemardesque est que l'incertitude est levée. Nous savons maintenant que nous entrons dans l'ère – que nous espérons très brève – de La Libertad Avanza (LLA : La liberté avance, formation de Javier Milei). La victoire éclatante de Milei, avec 12 points d'écart sur le ministre de l'économie du gouvernement sortant Sergio Massa, a été non seulement une surprise (car la plupart des sondages prévoient un résultat beaucoup plus serré) mais aussi la confirmation [que le tremblement de terre des élections primaires du 13 août](#) n'était pas un accident mais l'expression de mouvements tectoniques d'ampleur, qui sont en train de transformer radicalement le territoire politique de l'Argentine.

## L'affaïssement des bastions péronistes

Avec un taux de participation de 76,3 % (légèrement supérieur à celui du premier tour), Milei et sa candidate à la vice-présidence, Victoria Villarruel, défenseuse de la dictature militaire, ont obtenu 55,69 % (14 476 462 voix), tandis que Massa et son candidat à la vice-présidence, Agustín Rossi, chef de cabinet de plusieurs ministres, ont à peine atteint 44,31% (11 516 142 voix). La LLA n'a perdu que dans trois des 24 circonscriptions nationales : Santiago del Estero, Formosa et la province de Buenos Aires. Mais même là, dans le territoire où le gouverneur Axel Kicillof [ancien ministre de l'économie et figure de l'aile gauche du péronisme] avait remporté en octobre sa réélection dès le premier tour, avec 45% des voix, la modestie du transfert de voix des autres forces politiques vers Massa s'est confirmée. Celui-ci a dépassé les 50% seulement de quelques dixièmes de point dans ce bastion péroniste historique.

Au-delà de la conurbation métropolitaine, où le ticket du parti au pouvoir a réussi à s'imposer (bien que sans une participation massive pour compenser la faible performance dans le reste des districts), la majorité des 135 municipalités de Buenos Aires a été remportée par Milei. Même dans les quelques municipalités remportées par le péronisme (Baradero, San Fernando, General Rodríguez, Marcos Paz, Presidente Perón, San Vicente, Berisso, Ensenada et General Guido), ce fut toujours avec une faible marge, n'atteignant 60 % que dans un seul cas.

La candidature de Milei a réussi à capter non seulement les 6 millions de voix qui, au premier tour, étaient allées à Patricia Bullrich (laquelle, après sa défaite, a soutenu, avec

l'ancien président Mauricio Macri, le candidat libertarien), mais aussi une bonne partie de celles obtenues en octobre par Juan Schiaretti [gouverneur de Cordoba]. Les cartes électorales au niveau national et de la province de Buenos Aires confirment non seulement la débâcle du péronisme mais aussi le basculement quasi incontesté des voix de la droite traditionnelle vers la LLA. Même les partisans du radicalisme (Unión Cívica Radical, UCR, formation de centre-droit) n'ont pas hésité à parier sur « le changement ».

Malgré l'appel au vote blanc lancé par la majeure partie de l'UCR, un secteur du PRO [droite], la Coalition Civique et la grande majorité de l'aile gauche du FIT-U [coalition d'extrême-gauche trotskiste], cette option a atteint à peine 1,6 %, ce qui témoigne d'un très faible niveau de discipline électorale. Les spéculations sur la « limite » politique du soutien que pouvait espérer un candidat aussi peu présentable que Milei, qui ne s'est jamais lassé de remettre explicitement en question toutes les prémisses démocratiques et même des références historiques telles que Raúl Alfonsín [premier président après la chute de la dictature 1983-1989], se sont révélées absolument erronées en ce qui concerne un conservateur prétendument démocratique, surtout au sein de l'UCR. L'anti-péronisme atavique des classes moyennes, qui ont voulu se présenter, à un moment donné, comme plus étroitement liées à certaines conquêtes libérales et démocratiques, a une fois de plus démontré qu'il ne connaissait pas de limites, comme il l'avait fait pendant la dictature.

Les élections de dimanche ont également confirmé la règle selon laquelle un gouvernement ne peut être réélu dans une situation de crise économique aussi profonde que celle que connaît actuellement l'Argentine. Le mirage d'un ministre de l'économie responsable d'une inflation de 140%, qui a pu apparaître comme un candidat compétitif au [premier tour des élections](#), s'est évanoui dès les premiers décomptes de voix de dimanche. La stratégie de Massa, qui consistait à renforcer le seul candidat contre lequel il voyait une chance de victoire (en garantissant la structure, le financement et même des candidats pour les listes de LLA), et à parier sur un vote de rejet dans lequel les préoccupations démocratiques l'emporteraient sur la dégradation de la situation économique, n'a finalement pas été le grand « coup de maître » que certains attendaient, mais une aide décisive à l'ascension du monstre qui détient maintenant les rênes de l'État.

## Une profonde recomposition sociopolitique

Les appels des organisations politiques historiques comme le péronisme, le radicalisme ou la gauche n'ont toutefois pas été les seuls à échouer. La crise profonde de la représentation est également confirmée par le fait que, davantage sans doute que dans tout autre campagne électorale, on a assisté ces derniers mois à une vague de prises de position contre Milei de la part de toutes sortes de groupes (fans de Star Trek, fans de Taylor Swift, otakus (personnes qui restent constamment chez elles pour pratiquer leur loisir préféré), [Sandro's Babes](#), géographes, caricaturistes, intellectuels et presque tout le mouvement syndical, pour n'en citer que quelques-uns) sans que cela ait un impact significatif sur le vote. L'électeur.rice de Milei apparaît comme un sujet beaucoup plus autonome, disposant sans doute d'interactions à travers les réseaux sociaux, mais sans autres appartenances organiques auxquelles il ou elle puisse réagir. L'historien Ezequiel Adamovsky analyse en partie ce phénomène lorsqu'il identifie la fragmentation sociale croissante et le [renforcement de l'individualisme](#) comme les prémisses de l'émergence de la nouvelle droite dans le monde.

La droitisation d'un secteur de la société argentine est incontestable. Même s'il est évident qu'on ne peut affirmer que les quelque 15 millions d'électeurs de Milei partagent entièrement son idéologie antidémocratique, il est indéniable qu'il existe un important militantisme de droite (en particulier parmi les jeunes) que nous n'avons jamais vu au cours des 40 dernières années de démocratie. Bien que depuis 1983, nous ayons eu des candidats d'extrême droite qui, à différents moments, ont réussi à triompher aux élections locales (Antonio Bussi, Luis Patti, Aldo Rico, etc.), ils sont apparus comme des vestiges rassis et réactionnaires de la dictature plutôt que comme des forces de renouveau, susceptibles d'enthousiasmer les jeunes et de former des militants et des cadres pour diffuser leur idéologie dans toutes les couches de la société. Aujourd'hui, le discours réactionnaire de l'ultra-droite n'est plus l'apanage de vieux nostalgiques, il s'est enraciné jusque dans les quartiers les plus populaires du pays, dans les secteurs des travailleurs informels, des travailleur.ses indépendant.es et des élèves des écoles publiques.

Les libertariens ont réussi ce miracle en partie en profitant du scénario très particulier de la pandémie, dont nous n'avons pas encore réussi à analyser rigoureusement les conséquences subjectives. Il va sans dire qu'il s'agit d'une droite réfractaire au dialogue et très encline à basculer dans la violence. Depuis les années 1970, la politique nationale n'a jamais été marquée par le niveau d'insultes, de menaces et de violence qui a caractérisé cette campagne. Une nouvelle droite s'est installée et les niveaux de confrontation discursive et même physique augmenteront certainement au cours de la prochaine étape. L'exceptionnalité de l'Argentine en tant que « pays sans droite » est révolue, ce qui est un signe supplémentaire de la fin du cycle que nous vivons.

Sans entrer dans l'analyse détaillée des transformations sociales qui sous-tendent la victoire de Milei (la détérioration économique soutenue, la fragmentation sociale, la division sectorielle de la classe ouvrière et le clivage entre salariés formels et informels, la grave crise de la représentation, la crise historique de l'identité péroniste « , etc.), il semble clair que ce résultat électoral exprime aussi un phénomène structurel de perte de capacité d'action collective des travailleurs. Les urnes ont montré des [changements fondamentaux dans les rapports de force](#), qui approfondissent la démobilisation sur laquelle les principales coalitions politiques et leurs homologues syndicaux ont parié depuis 2018, en dépolitisant le conflit, en décourageant la mobilisation de rue et en misant sur la négociation syndicale sectorielle. Comme le souligne [Adrián Piva](#), cette stratégie a « désarmé les travailleurs face à la mobilisation politique de droite » et limité « les possibilités d'articuler le mécontentement et la protestation », laissant un champ d'action fertile aux forces de droite.

## Naviguer en eaux inconnues

A partir de maintenant, nous sommes en *terra incognita*, avec l'obligation de construire une nouvelle carte politique et de nouveaux outils pour la prochaine période. Nous sommes face à un scénario dans lequel le péronisme est à nouveau confronté au défi de se réinventer pour continuer à être un acteur central de la politique argentine. Il semble évident qu'au cours de la prochaine étape, l'hégémonie transitoire des Kirchneristes risque d'être diluée et de céder la place à de nouveaux leaderships, avec, très probablement, Axel Kicillof dans une position clé.

D'autre part, il faut s'attendre à une migration massive du personnel politique vers LLA, même de la part des secteurs de Juntos por el Cambio [coalition de la droite traditionnelle] qui ont résisté au premier appel de Milei. Il est plus difficile de prédire ce que le radicalisme et les secteurs plus centristes de la politique nationale feront dans la prochaine étape, et s'ils chercheront à construire un nouvel espace à partir duquel l'UCR tentera de se reconstruire en tant qu'acteur indépendant – une perspective qui doit affronter la difficulté que pose le relâchement du lien avec les bases historiques de ce courant.

Quoi qu'il en soit, et au-delà des spéculations sur le futur, il ne fait aucun doute que nous sommes confrontés au [danger réel d'une offensive](#) qui, après plus de deux décennies de tentatives infructueuses, pourrait enfin résoudre l'« [impasse hégémonique](#) » qui caractérise la société argentine. Son succès signifierait la rupture avec cette configuration dans laquelle la classe ouvrière et ses alliés ont réussi à stopper les réformes les plus régressives impulsées par la bourgeoisie, mais sans progresser avec un programme propre, face à un capitalisme qui ne parvient pas non plus à imposer les transformations fondamentales dont il a besoin pour relancer un nouveau cycle d'accumulation. Il est certain que nous assisterons à une nouvelle tentative, semblable à celle de Macri [président de droite de 2015 à 2019], d'infliger une défaite prolongée à la classe ouvrière, comme l'a fait dans les années 1980 une Margaret Thatcher tant admirée par Javier Milei. Cette fois-ci, l'offensive se déclenche sur une société meurtrie et fatiguée par des années de débâcle économique et de reflux politique. Mais la capacité de réaction et de résistance de ce peuple nous a surpris plus d'une fois.

Les prochains jours nous donneront probablement quelques indices sur l'avenir, qui dépendent du succès du pari des vainqueurs de profiter des 20 prochains jours – jusqu'à l'entrée en fonction de Milei – pour déclencher une course brutale du taux de change qui facilitera l'application des mesures de choc qu'ils ont déjà anticipées. Faisant siennes les promesses de Macri pour un second mandat qui n'a jamais eu lieu (« faire la même chose mais plus vite »), Milei a déjà anticipé dans son premier discours d'après le second tour qu'il n'y aurait pas le moindre gradualisme. Il ne reste plus qu'à voir quelle part de son programme brutal de transformation du pays il est prêt à essayer de mettre en œuvre d'emblée et s'il sera capable de transformer son énorme base électorale en un soutien actif à ces transformations. En outre, il sera nécessaire d'analyser attentivement les nouvelles configurations parlementaires qui peuvent ou non lui garantir une présidence capable d'aller de l'avant sans s'appuyer seulement sur des décrets d'urgence. Il en sera de même concernant les secteurs du péronisme (gouverneurs et maires) susceptibles de lui permettre un cadre de « gouvernabilité » au cours de la première phase de son mandat.

Dans ce pays, la résistance de multiples secteurs sociaux peut presque être considérée comme acquise, mais il est clair que des dizaines de batailles nous attendent sur différents fronts. Et la perspective improbable d'une remontée plus ou moins rapide des salaires renforcera probablement cette résistance.

Un résultat électoral ne suffit pas à vaincre les secteurs populaires. Le coup a été dur, mais il n'implique pas une défaite fondamentale. Au cours de la prochaine étape, il s'agira donc de travailler avec la plus grande ampleur, la plus grande créativité et la plus grande unité d'action pour l'empêcher et pour préparer la contre-offensive. Compte tenu du risque de perdre pour longtemps nos meilleures traditions de lutte intransigeante et de défense des droits humains, nous sommes confrontés à la nécessité de les saisir lorsqu'elles clignent « dans un instant de danger », comme le disait Walter Benjamin. Et nous avons vécu peu de moments aussi dangereux que celui-ci.

\*

Pedro Perucca est sociologue, journaliste, rédacteur en chef de la [revue \*Sonámbula\*](#) et membre du « Proyecto Synco », un observatoire de science-fiction, de technologie et de prospective. Cet article est initialement paru le 21 novembre 2023 dans [Jacobin America Latina](#).

Traduction *Contretemps*.